



Le syndicalisme étudiant, des origines à nos jours : un acteur permanent dans l'évolution socio-politique du Burkina Faso

Pascal Bianchini* & Gabin Korbéogo**

Résumé

Issu de la matrice de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), le syndicalisme étudiant voltaïque s'est d'abord organisé à l'extérieur, en France dans les années 50 et à Dakar dans les années 60. Puis, le militantisme étudiant s'est développé à l'Université de Ouagadougou, avec des phases d'activisme et de politisation intense (dans les années 70) puis, de repli relatif (dans les années 80 et leurs régimes d'exception). Dans les années 90, on a assisté à un regain des mobilisations dans un contexte caractérisé par la montée des revendications en faveur de la démocratisation du système politique et de l'opposition aux politiques d'ajustement structurel qui remettaient en cause la situation « privilégiée » des étudiants. Cette permanence du militantisme étudiant s'explique à la fois par des déterminismes sociaux (des origines sociales encore prolétaires et rurales) et culturels (des dispositions acquises dans les expériences antérieures). Il faut aussi invoquer la singularité de la trajectoire politique burkinabé puisque la classe dirigeante a toujours dû composer avec des contre-pouvoirs significatifs en particulier syndicaux. Le mouvement étudiant s'inscrit ainsi dans un complexe de forces contre-hégémoniques. Il y joue même un rôle crucial puisqu'il contribue à soutenir ces forces par un double apport : direct en tant qu'avant-garde des mobilisations, et indirect en tant que pépinière du militantisme de ces forces d'opposition syndicales et politiques.

Abstract

Emerging from the pre-independence student union, the Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), the first student organisations in Upper Volta (Burkina Faso) were organised outside the colony in France in the 1950s and

* Sociologue, Bordeaux, France.

** Sociologue, Département de sociologie, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

Dakar in the 1960s. Student activism developed at the University of Ouagadougou, with phases of activism and intense politicisation (in the 1970s) and then a relative downturn (in the 1980s and the 'emergency regime'). During the 1990s one saw the renewal of student mobilisation in a context characterised by the increase in demands for the democratisation of the political system and opposition to structural adjustment programmes which threatened the 'privileged' status of students. This 'permanent militancy' can be explained both by social factors (the working class and rural background of students) and cultural (experiences formerly acquired). It is necessary also to consider the particular trajectory of politics in Burkina Faso since the ruling class has always been compelled to incorporate certain important opposition forces, especially unions. The student movement is part of these complex counter-hegemonic forces. It has played a crucial role in supporting these elements in two respects: directly as an avant-garde in popular mobilisations and indirectly as a seed-bed of activism for the political and trade union opposition.

Introduction

Les travaux de recherches sur les mouvements étudiants africains sont encore rares. Cette remarque que l'on trouve déjà sous la plume d'auteurs anglophones, serait encore plus justifiée dans le cas des pays de colonisation française, en particulier dans le cas du Burkina Faso, Pourtant la permanence du mouvement étudiant à la fois en tant que creuset de nouvelles générations politiques et comme pierre angulaire de forces « contre-hégémoniques » semble ici particulièrement observable¹. Cette étude sera constituée d'une première longue partie qui envisagera la trame historique de ce syndicalisme étudiant afin de mettre en évidence cet enracinement dans le jeu socio-politique de cet État sahélien, puis d'une seconde partie qui montrera les causes structurelles de cet « activisme » étudiant.

Première partie : Une (brève) histoire politique du mouvement étudiant voltaïque

Où situer l'origine du mouvement étudiant voltaïque ? La réponse à cette question préalable, apparemment simple, peut varier selon la perspective retenue. On peut distinguer deux fils conducteurs qui s'entrecroisent souvent mais divergent aussi parfois : l'histoire des organisations estudiantines avec leurs enjeux internes, d'une part, et d'autre part, l'histoire des mobilisations menées par les étudiants, depuis qu'ils ont été à même d'apparaître sous la forme d'un mouvement social.

Si l'on considère le premier aspect, il faut faire remonter l'histoire des associations étudiantes voltaïques avant l'indépendance, notamment avec la création de l'Association des étudiants voltaïques en France (AEVF), apparue en 1950, soit la même année que la Fédération des étudiants d'Afrique noire en

France (FEANF) (Diané 1990 ; Traoré 1985). Dès l'origine, ces associations ont été des lieux de socialisation politique « radicale ». Ainsi, cette politisation du syndicalisme étudiant va faire de la question de la « ligne » du mouvement étudiant – en pratique, celle du contrôle exercé sur l'association étudiante par des formations partisans souvent clandestines - une trame qui s'impose pour reconstituer cette histoire contemporaine.

En adoptant cette première clé de lecture, on peut distinguer plusieurs phases : dans un premier temps, jusqu'à la fin des années 60, l'organisation étudiante connaît des rivalités internes relativement limitées ; puis dans les années 70, les clivages s'exacerbent jusqu'à la décennie suivante, marquée par une sorte de « militarisation » de ces lignes de fracture partisans issues du mouvement étudiant ; enfin, la dernière période est plus ambivalente, dans la mesure où l'apparition de nouvelles organisations concurrentes a permis de constater le rôle toujours incontournable de l'organisation « historique » du mouvement étudiant, dont la « ligne » demeure toujours inspirée par le même courant politique depuis la fin des années 70.

En parallèle, l'histoire événementielle des mobilisations a connu une alternance de phases hautes et de phases basses. Si les mobilisations à Ouagadougou ne commencent que vers la fin des années 70 (surtout à partir de 1978-79), il faut avoir à l'esprit que les Voltaïques ont participé activement au mouvement étudiant de Dakar des années 60 (au prix d'un certain nombre d'expulsions ...). Par la suite, l'arrivée de pouvoirs d'exception, notamment le CNR à partir de 1983, a eu pour conséquence un recul des manifestations étudiantes oppositionnelles et des tentatives concurrentes de mobilisation des étudiants par le pouvoir révolutionnaire. Cette période prend fin au début des années 90 – de manière paradoxalement violente – avec l'instauration d'un semblant de pluralisme politique à usage externe, et la mise en place des politiques d'ajustement structurel, ce qui suscite une nouvelle dynamique de contestation.

En raison des décalages éventuels entre ces deux trames (celle de la politisation du mouvement et celle des mobilisations), ainsi que du choix d'une perspective socio-historique et non purement historique, il est apparu plus approprié de diviser cette étude en deux grandes parties :

- l'évolution antérieure du mouvement, des origines à la période révolutionnaire durant les années 80 ;
- la phase contemporaine des mobilisations étudiantes au cours de la décennie écoulée.

La radicalisation politique du mouvement étudiant voltaïque des années 60 aux années 80

Les prémisses organisationnelles

En 1950, apparaît la première association d'étudiants voltaïques, l'AEVF, entre les deux congrès constitutifs de la FEANF. Son premier président est Joseph Ki-Zerbo, une figure majeure de la vie politique et intellectuelle du pays, qui milite alors au sein de la FEANF tout en animant l'Association des étudiants catholiques africains, antillais et malgaches en France (Sanwidi 1981 : 278 ; Pajot 2007 : 39). L'AEVF constitue d'ailleurs une des sections territoriales de la FEANF, laquelle va servir de modèle organisationnel à l'Union générale des étudiants voltaïques (UGEV) apparue plus tard en 1960. Durant cette période, les comités exécutifs de la FEANF, largement dominés par les Sénégalais, ne comportent pratiquement pas de Voltaïques. C'est d'ailleurs à Dakar, davantage qu'à Paris, que s'effectue la politisation des étudiants voltaïques, au sein de l'Association des scolaires voltaïques (ASV), créée en 1956, qui regroupe les étudiants voltaïques à Dakar. C'est également depuis Dakar, qu'est annoncée en 1958, la création d'un nouveau parti voltaïque, le Mouvement de libération nationale (MLN) qui appelle à voter non au référendum sur la communauté franco-africaine. En outre, c'est parmi les étudiants voltaïques de cette université, que se constitue le noyau fondateur du Parti africain de l'indépendance (PAI), avec Amirou Thiombiano, puis Adama Touré, influencés par des militants sénégalais de ce parti, qui se voulait à l'origine supraterritorial (Touré 2001 : 24-25, 33). En parallèle, ces militants se retrouvent aussi dans le cadre de l'Union générale des étudiants de l'Afrique de l'Ouest (UGEAO) dont les activités sont à peine tolérées par le pouvoir sénégalais, jusqu'à son interdiction en 1964.

En 1960, est créée l'Union générale des étudiants voltaïques (UGEV). *Jeune Volta*, l'organe de l'AEVF, apparu en 1958, devient alors l'organe de l'Union. Dès cette époque, l'organisation étudiante naissante se positionne sur le terrain politique. Ainsi, elle ne craint pas de prendre une position de refus du cadre monopartisan instauré par le chef de l'État, Maurice Yaméogo :

Votre gouvernement ne respecte pas les principes démocratiques, principes qu'il aurait dû observer, ne serait-ce que dans un désir de conservation ; faute de le faire, il s'expose à ne pas savoir quel est le degré de mécontentement du peuple, mécontentement qui fera tout sauter, un jour à la grande surprise de certains (Balima 1969 : 134-135).

Le ton de cette mise en garde prémonitoire demeure empreint de modération par rapport à l'évolution à venir. Cependant pour des raisons de sécurité, sous la

lère République, le siège de l'UGEV est transféré à Paris. Puis de 1965 à 1968, il se situe à Dakar (Sissao in D'Almeida-Topor & al. 1992 : 185). Parmi le noyau fondateur de l'UGEV, on trouve Raphaël Médah devenu, en 1963, ministre de Maurice Yaméogo ainsi que Charles Tamini, ministre RDA dans le gouvernement de 1970, dans lequel les politiciens civils effectuent un retour en force après le régime militaire ayant suivi le renversement du régime de Maurice Yaméogo en 1966. C'est dire, qu'à cette époque, le processus de radicalisation du militantisme étudiant n'est pas sans équivoque puisque l'on retrouve ainsi des cadres issus de l'UGEV naissante sur le point d'être cooptés au sein de l'élite au pouvoir.

La domination du MLN sur l'organisation étudiante dans les années 60

Cependant, déjà dans cette phase originelle, ce sont les forces de gauche, contraintes à la clandestinité, qui animent le syndicalisme étudiant. Ainsi, en 1964, le deuxième congrès de l'UGEV est interdit ainsi que la diffusion du journal *Jeune Volta*. Mais les clivages politiques, déjà perceptibles, sont alors atténués par les relations interpersonnelles nouées au sein d'un milieu restreint d'étudiants exilés. Ils sont même parfois susceptibles de s'effacer derrière d'autres référents, tels que la séniorité et l'expérience militante (Talrou 2001).

En 1965, l'UGEV s'enrichit de deux nouvelles sections, l'Association des étudiants voltaïques en Côte d'Ivoire (AECI) et surtout, l'Association des étudiants voltaïques de Ouagadougou (AEVO), avec la création du Centre d'études supérieures (CESUP). Mais le centre de gravité de l'organisation se situe pour de nombreuses années encore, à l'extérieur du pays. Les débats vont se focaliser sur la situation politique issue du « soulèvement populaire » du 3 janvier 1966 qui a chassé Maurice Yaméogo du pouvoir. La position de la direction de l'UGEV sur ces événements est formulée à travers la thèse de la « Révolution du nouvel an ». Ce faisant, elle ne fait que s'aligner sur le MLN qui a choisi de participer au gouvernement mis en place par des militaires. Dans les années suivantes, c'est l'AEVF, où l'influence des militants du PAI est plus sensible, qui va adopter une position critique vis-à-vis de ce gouvernement qui pratique une politique d'austérité budgétaire, surnommée la « garangose ». Cependant, le contrôle du MLN sur la direction de l'UGEV, est maintenu grâce à une forte implantation à Dakar. Même au niveau de l'AEVF, les années 1966-71, caractérisées par une stagnation des effectifs étudiants ainsi que par une dégradation du pouvoir d'achat de la bourse, ne constituent pas une période faste (Sissao 1992 : 180). Par ailleurs, à la suite de la crise de mai-juin 1968 à Dakar et de l'expulsion des étudiants voltaïques, le siège de l'UGEV repart à Paris, une situation qui va se prolonger encore durant deux décennies. De cette situation de

type « diasporique » découlent un certain nombre d'effets induits qu'il importe de signaler :

- d'abord, elle met les étudiants en contact avec les mouvements et les idéologies qui se développent dans le monde durant les années 60 et 70 ;
- ensuite, elle met relativement hors d'atteinte les militants étudiants des velléités répressives du pouvoir voltaïque ;
- enfin, elle entretient la cohésion du groupe social constitué par les étudiants à travers la prise en charge de l'individu tant sur le plan matériel que relationnel.

Toutefois, ces mécanismes de socialisation n'ont pas empêché le développement de clivages de plus en plus marqués au sein du syndicalisme étudiant d'autant plus que le contrôle de l'organisation est devenu un enjeu majeur pour les formations politiques « clandestines » qui recrutent alors parmi les étudiants.

La radicalisation du mouvement au début des années 70

Même si la radicalisation politique des étudiants ne fait que s'amorcer, au début de cette décennie 70, sur fond d'une normalité africaine qui tend à se confondre avec l'instauration du parti unique et l'interdiction des organisations qui n'y font pas allégeance, les étudiants voltaïques à l'étranger passent déjà pour des fauteurs de trouble. En novembre 1970, les étudiants à l'Université d'Abidjan, à l'instar des scolaires voltaïques à Ouagadougou, veulent manifester contre la tentative de renversement du régime guinéen, attribuée à des mercenaires portugais: ils sont alors renvoyés collectivement dans leur pays d'origine. En représailles, quelques mois plus tard, en mai 1971, lorsque le président Houphouët-Boigny se rend en visite officielle à Ouagadougou, son cortège est pris à partie par une manifestation d'étudiants et de scolaires (Touré 2001 : 51 & entretiens 1995).

Cette expulsion de plus de 200 étudiants voltaïques d'Abidjan a aussi eu pour conséquence d'accélérer la transformation de l'embryon d'enseignement supérieur en une véritable université (Sanou 1981 : 201). L'année suivante, c'est au tour du gouvernement sénégalais d'expulser 43 étudiants. Alors que dans la décennie 60, la politique préconisée par la coopération française, avait été celle de grandes universités régionales, les crises qui éclatent sur ces campus (Dakar puis Abidjan), où se côtoient des étudiants venus de différents pays africains, tendent à redistribuer dans l'espace national la gestion de la « question étudiante ». Les étudiants voltaïques apparaissent donc aux yeux des régimes pro-occidentaux de l'Afrique de l'Ouest comme des champions d'une politisation subversive dont il s'agit d'éviter la contagion. Ainsi, la création de l'Université de Ouagadougou intervient en 1974. Mais même après cette date, les expulsions

d'étudiants voltaïques se poursuivent durant plusieurs années, notamment du Niger en 1979 et du Togo en 1981.

Cette radicalisation croissante au sein de la communauté des étudiants voltaïques va influencer aussi la « ligne politique » de l'UGEV. Le Ve Congrès, tenu en août 1971, reprend le mot d'ordre de l'« intégration aux masses », adopté par la FEANF lors de son congrès de 1966. Cette affirmation volontariste, voire phraséologique, doit être décryptée de la façon suivante :

- d'abord, au plan interne, le contrôle de l'organisation passe du MLN au PAI au cours de ce congrès;
- ensuite, l'UGEV se pose désormais ouvertement en avant-garde politique dans la lutte contre le « régime néocolonial » relativement ménagé par la direction MLN, durant les années antérieures.

Durant cette décennie 70, surtout les premières années, les prises de positions politiques de l'UGEV tendent à éclipser son action revendicative en matière sociale. Après avoir contesté le caractère démocratique du rétablissement des institutions avec l'instauration de la Seconde République en 1970, l'UGEV a pris position sur d'autres questions politiques marquantes de cette période. Elle s'oppose ainsi à la tentative du général Lamizana d'instaurer un régime monopartisan avec le Gouvernement de renouveau national en 1974 et 1975. Après l'échec de cette tentative de restauration autoritaire, la mise en place de nouvelles institutions républicaines, avec la création d'une commission constitutionnelle en 1976 est également dénoncée (Sissao in D'Almeida-Topor & al. 1992 : 188).

Une autre orientation significative de l'UGEV est la condamnation du « régionalisme », phénomène politique assez mystérieux de cette décennie 70, identifié à travers la diffusion de tracts signés du « Mouvement autonomiste de l'Ouest » ou du « Front des minorités » (*Jeune Volta* spécial vacances 1976 : 55-56). On peut d'ailleurs penser que l'absence de réflexion approfondie concernant la définition de la culture nationale et, subséquentement le silence sur le sujet des langues africaines dans l'enseignement, s'explique aussi par le souci de ne pas vouloir aborder cette question délicate, de peur de réveiller le « tribalisme ». Toutefois, le nationalisme territorial s'efface aussi devant le panafricanisme : à l'occasion du conflit frontalier avec le Mali en décembre 1974, l'UGEV a tenu à se démarquer du « nationalisme chauvin » et de toute autre justification de cette guerre « étrangère aux intérêts des masses populaires ».

La montée des luttes revendicatives à la fin des années 70

D'une certaine manière, cette deuxième moitié des années 70 apparaît comme l'« âge d'or » du syndicalisme étudiant voltaïque, dès lors que la dynamique du

militantisme demeure importante à l'extérieur (en France notamment) tandis que se développent les premières mobilisations spécifiques à l'Université de Ouagadougou.

En France, le militantisme à l'AEVF constituait la règle pour tout étudiant qui débarque du pays. Les militants avaient à cœur d'accueillir le nouveau venu à l'aéroport ou à la gare. Il était guidé dans ses premières formalités administratives et hébergé pour quelque temps en cas de besoin. Par la suite, en marge des activités strictement syndicales, l'AEVF organisait des activités sportives (matches de football notamment) ou culturelles (chorale, théâtre ...). Sur ce plan, le militantisme étudiant se situait dans une sorte de « prolongement naturel » des activités périscolaires organisées par les mouvements de jeunes voltaïques, confessionnels ou laïcs, à partir des années 50. A contrario, l'étudiant qui – soit par désaccord politique, soit par « carriérisme » – ne participait pas aux activités de l'association, s'exposait, en retour, à la mise en quarantaine par ses compatriotes; cette sanction visant les manquements à la norme du groupe était formalisée explicitement, le terme consacré étant celui de « démarcation physique » (Entretiens 1995). C'est ainsi que les étudiants voltaïques en France étaient régulièrement amenés à soutenir des luttes revendicatives en matière de logement ou de bourses dirigées contre l'ambassade de Haute Volta, ou encore l'Office de coopération et d'aide universitaire (OCAU), l'organisme habilité à s'occuper des problèmes sociaux des étudiants africains en France, en particulier ce qui concernait la bourse et le logement. Ce rôle social du syndicalisme étudiant en France prend toute son importance dans la mesure où les effectifs considérés ont connu une forte augmentation de 1973 à 1979, pour culminer à environ un millier (Sissao in D'Almeida-Topor & al. 1992: 180). Dans ce contexte, l'AEVF – et plus généralement l'UGEV – est demeuré pour les autorités voltaïques l'interlocuteur incontournable, représentatif de la communauté de ses étudiants.

La jonction entre cette dynamique du militantisme étudiant à l'extérieur, et les mobilisations dans le pays a eu lieu en mai 1976, à l'occasion de l'expulsion de trois étudiants africains – dont deux Voltaïques – de la résidence Lucien Paye à Paris. Les 21 et 22 mai, ils sont accueillis en héros par des manifestations de protestation à Ouagadougou. Une autre mobilisation a lieu l'année suivante lorsque quatre militants de l'Association des étudiants voltaïques au Togo (AEVT) sont expulsés de Lomé.

Au cours de l'année 1978-79, apparaît la première mobilisation étudiante d'envergure à Ouagadougou autour de revendications liées aux conditions de vie et d'études: en novembre a débuté une première grève pour protester contre le retard dans le paiement des bourses, puis, en avril, à partir de l'École supérieure des sciences économiques et de comptabilité (ESSEC), pour protester contre la sélectivité des examens. L'année universitaire est perturbée par un

boycott des examens qui s'achève en octobre 1979, par la satisfaction de la plate-forme revendicative. Deux ans plus tard, une nouvelle épreuve de force s'engage avec l'avènement d'un Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN). Résolu à ne pas tolérer les prises de position de défiance à son endroit, le régime militaire procède à l'interpellation de militants de l'association des étudiants voltaïques de Ouagadougou (AEVO) durant les premiers mois de l'année 1981. En réaction à ces détentions sans jugement, les étudiants se mettent en grève, ce qui provoque en retour, de la part du CMRPN une nouvelle escalade : l'exclusion de plus de 300 étudiants de l'Université. Ce n'est qu'avec la chute du CMRPN en novembre 1982, qu'une détente provisoire intervient sur le campus de Ouagadougou.

Au cours de cette période, l'AEVO se structure sur un mode nécessairement différent de celui de l'AEVF, hérité de la FEANF. Puisqu'il n'y a pas de sous-sections territoriales, la subdivision interne de l'organisation étudiante à Ouagadougou s'effectue selon les écoles ou les facultés au sein de 'corpos', mais aussi selon les lieux d'habitation dispersés dans la capitale. Cette organisation territoriale permet à l'AEVO de continuer de fonctionner durant les périodes de répression où la présence sur le campus est difficile voire impossible (Entretiens 1995).

La « lutte de ligne » au sein du mouvement étudiant à partir de 1975

La domination du PAI sur l'UGEV a été finalement de courte durée. Dès le congrès de 1975, on observe déjà une prise de distance avec le courant prosoviétique, à travers le refus de soutenir la guerre contre le Mali voisin et également le choix de références idéologiques empruntées au maoïsme, comme la « Révolution nationale démocratique et populaire (RNDP) » (UGEV 1975 : 74). Le congrès de 1977 se livre à une condamnation explicite des étudiants de la LIPAD-PAI, assimilée officiellement à un « nouveau courant réformiste » (NCR) – pour les distinguer de l'« ancien courant réformiste » (ACR), terme qui vise les militants du MLN – traités aussi parfois de « réformistes impénitents » (UGEV, *Jeune Volta* spécial VIIIe congrès, 1977 : 94-102) Ces joutes idéologiques se déroulent d'abord en France dans le cadre de la FEANF, où les Voltaïques sont alors largement représentés. En 1977, l'hégémonie du marxisme-léninisme au sein de la FEANF et de l'AEVF, se traduit sur le plan politique par l'apparition de l'Organisation communiste voltaïque (OCV).

Mais peu de temps après, on assiste à une rupture au sein du noyau dirigeant de cette organisation, entre ceux qui se rallient au modèle du communisme albanais d'Enver Hodja, comme Drissa Touré, et ceux qui le récusent, comme Valère Somé et Basile Guissou. Le premier courant va fonder en 1978, le Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCRV), tandis que leurs contradicteurs vont créer

l'Union de luttes communistes (ULC). L'affrontement politique se prolonge logiquement par une scission au sein de l'UGEV, à la suite d'une pétition en date du 21 juin 1978, dénonçant le 'sectarisme' de la direction de l'UGEV et réclamant la tenue d'un congrès extraordinaire. Les dissidents que l'on appelle ainsi parfois le M21, sont implantés au sein de l'AEVF, notamment à la sous-section de Paris qu'ils contrôlent. Cependant, ils sont minoritaires dans l'ensemble des sous-sections de l'AEVF. Par ailleurs, ils sont majoritaires à Dakar et en URSS. Le IXe congrès tenu en août 1979 entérine cette scission de l'UGEV entre deux courants qui s'« excommunient » mutuellement : le M21 est ainsi traité de « nouveau courant opportuniste et liquidationniste » (NCOL), tandis que le courant représenté par la direction de l'UGEV est qualifié de « mouvement national populiste » (MONAPOL) (UGEV-M21 1979). A la même période, le mouvement étudiant à Ouagadougou connaît une autre tentative d'organisation dissidente, avec l'Assemblée générale des étudiants de Ouagadougou (AGEO), à l'initiative de militants du PAI, mais de moindre envergure que la scission du M21.

Ces débats idéologiques, voire « théologiques », peuvent apparaître comme une logomachie dictée par des influences idéologiques externes, si l'on s'en tient à une lecture profane et littérale. Mais cependant, ils ont eu des conséquences effectives sur les champs politique et syndical voltaïques. En effet, c'est au sein de cette dissidence du mouvement étudiant (UGEV-M21) que l'on va retrouver les idéologues de la révolution sankariste, en particulier Valère Somé, tandis que le courant majoritaire contribue de façon déterminante au renouvellement du paysage syndical à partir des années 80. Au regard de l'histoire politique ultérieure, un clivage important est apparu entre les militants issus du mouvement étudiant ayant accepté de nouer des relations avec des militaires dans le cadre d'un projet révolutionnaire passant par la conquête du pouvoir d'État – les militants du PAI et de l'ULC – et ceux qui ont rejeté cette alliance, au profit d'une stratégie de plus longue haleine, tendant à la construction de contre-pouvoirs, dans le cadre de ce que l'on n'appelait pas encore la « société civile » – ceux du PCR. Il existe ainsi une véritable bifurcation entre deux itinéraires possibles du syndicalisme étudiant africain, dont la Haute Volta constitue une sorte de cas d'école : le premier conduit à l'exercice d'un pouvoir révolutionnaire avec l'expérience du sankarisme ; le second s'inscrit dans une attitude contre-hégémonique, caractérisée par une alliance avec des syndicats de salariés, où l'on retrouve souvent, parmi les fondateurs et les dirigeants, d'anciennes figures du mouvement étudiant.

Le mouvement étudiant face aux régimes militaires et à la Révolution du 4 août

Après avoir connu une phase intense de 1978 à 1981, la mobilisation des étudiants voltaïques marque ensuite une pause. Cela peut se comprendre en raison du contexte des coups d'État successifs et de la répression exercée par des régimes militaires, plus enclins aux mesures autoritaires que les politiciens civils. De façon plus générale, tout processus de militarisation des conflits politiques tend à éclipser les autres types de mobilisations socio-politiques ou du moins, à les instrumentaliser en tant que soutien à l'une des factions en présence.

À cela, on peut ajouter une explication interne : les mobilisations de l'AEVO durant la période de 1978 à 1981 ont permis à la tendance majoritaire soutenue par le PCRV d'affirmer sans contestation possible, son hégémonie sur le mouvement étudiant. L'ULC déjà affectée par des tensions internes est dissoute par son leader au début de l'année 1981 (Martens 1989: 132). Dès lors, l'UGEV-M21 tend à se désagréger.

Toutefois, la « conjoncture politique » demeure particulièrement « fluide ». La direction de l'UGEV voit se développer une situation qui, dans une large mesure, lui échappe. La popularité du capitaine Sankara ne fait que croître parmi la jeunesse scolarisée, surtout après sa démission en direct à la télévision, le 12 avril 1982, de son poste de ministre de l'Information du CMRPN. Nommé premier ministre dans le nouveau gouvernement militaire du Conseil de salut du peuple (CSP), le 7 novembre 1982, il est à nouveau mis aux arrêts le 17 mai 1983. Mais lors des journées des 20 et 21 mai, des manifestations de rue en sa faveur, où l'on retrouve au premier plan la jeunesse scolarisée, obligent ses rivaux au sein du CSP à le faire libérer. À cette occasion, des tracts sankaristes commencent à circuler sur le campus. Malgré cette pression des événements, la direction de l'UGEV refuse de s'associer à la mobilisation.

Avec l'avènement du nouveau pouvoir en août 1983, sous la forme d'un « Conseil national de la Révolution (CNR) », la tendance ULC de Valère Somé, réapparaît sous le nom d'ULC « reconstruite » (ULC-R). À partir d'un noyau de militants étudiants ayant appartenu à l'UGEV-M21, sont créés les premiers Comités de défense de la révolution (CDR) à l'Université. Dans un premier temps, ces CDR vont chercher à investir l'AEVO, pour en chasser la direction. Cependant, le projet d'évincer les dirigeants de l'AEVO – qui devient ensuite l'Association nationale des étudiants burkinabés (ANEB) – de la tête du syndicat, s'avère impossible à mettre en œuvre pour les CDR. La situation se durcit encore après le 28 janvier 1985, lorsqu'une opposition de gauche au CNR s'affirme à travers la proclamation d'un Front syndical. Désormais les dirigeants de l'ANEB évoluent dans une semi-clandestinité tandis que le siège de l'UGEV (devenue UGEB) demeure plus que jamais à Paris.

Mais, durant cette période révolutionnaire, le conflit pour le contrôle de l'Université n'a pas eu lieu uniquement entre les CDR et l'ANEB. À partir d'août 1984, une nouvelle organisation politique soutenant le régime révolutionnaire fait son apparition : l'Union des communistes burkinabés (UCB). Très vite, elle entre en concurrence à l'Université avec l'ULC-R pour la direction des CDR. Ce conflit connaît plusieurs rebondissements, entre autres, le 1^{er} septembre 1986, la suspension par le secrétariat général des CDR, du bureau des CDR de l'Université, jusqu'alors dominé par l'ULC-R. Dès lors, jusqu'au dénouement de la crise avec l'élimination physique du chef de l'État le 15 octobre 1987, l'Université apparaît comme un théâtre d'ombres où se déroulent les luttes intestines sans merci entre les différentes fractions civiles et militaires du pouvoir révolutionnaire. Dernier épisode de ce conflit fratricide, après la chute du CNR, une tentative de manifestation des étudiants sankaristes le 17 mai 1988, est impitoyablement réprimée (Somé 1990: 15-17).

Au total, le bilan de l'activisme des CDR à l'Université demeure contrasté. Il y a d'abord le souvenir négatif des dérapages répressifs qui n'ont pas manqué. Plus qu'ailleurs, la présence d'éléments armés dans l'espace universitaire a été contestée et décriée comme une remise en cause flagrante des franchises universitaires et du droit à la différence d'opinion. La contestation de cette délégation 'illégal' du monopole d'usage de la violence physique aux étudiants CDR a constitué le ressort de la légitimité de l'ANEB durant cette épreuve de force. Cependant, malgré son aspect autoritaire, voire militaire, la socialisation politique réalisée à travers certains CDR a pu, surtout pour la nouvelle génération des années 80, contribuer à la perpétuation d'une tradition militante « radicale ».

La réapparition de ANEB dans le contexte d'une crise d'identité du régime

La chute du CNR a fait place à un régime dit de « Front populaire » censé opérer une « rectification » du processus révolutionnaire. Toutefois dans les faits, cette « rectification » a débouché sur une nouvelle escalade dans le recours à la violence pour régler des différends entre factions politiques. Ce régime du « Front populaire » a aussi connu un problème de définition idéologique. Dans un premier temps, il s'est agi de poursuivre la construction d'un parti unique, tâche qui n'avait pu être menée à terme sous le régime précédent à cause des rivalités entre organisations révolutionnaires. Cet objectif s'est concrétisé à travers la création en avril 1989 de l'Organisation pour la démocratie populaire - Mouvement du travail (ODP-MT). Mais, du fait des bouleversements géopolitiques au cours de l'année suivante, le régime opère un nouveau tournant en prônant un

retour à l'ordre constitutionnel avec la mise en place d'un régime civil. En parallèle, il est contraint de négocier avec le FMI et la Banque mondiale pour se voir imposer un ajustement structurel que le CNR avait toujours trouvé les moyens de refuser.

C'est dans un contexte caractérisé par une perte d'identité d'un régime se proclamant encore « révolutionnaire », par un bouleversement des repères géopolitiques à l'extérieur, et par une atonie des organes de mobilisation populaire comme avaient pu l'être les CDR des premières années de la révolution, qu'est survenue la crise étudiante de mai 1990, la plus importante depuis les années 70, et qui constitue toujours une référence majeure pour le mouvement étudiant d'aujourd'hui. Le conflit éclate à l'Institut des sciences de la nature et de développement rural (ISN-IDR) dirigé par Alfred Traoré, à partir de revendications portant sur la sélectivité des examens. À la suite de l'utilisation d'un amphithéâtre sans l'autorisation du directeur, les dirigeants étudiants du Comité exécutif de l'UGEV et de la Corpo de l'école, sont exclus le lendemain de l'Université. En fait, derrière le déclenchement d'une lutte corporatiste, l'enjeu est alors bel et bien le contrôle du campus, qui, depuis des mois, échappe de plus en plus aux Comités révolutionnaires (CR) – créés en remplacement des CDR – au profit de l'ANEB. Le 16 mai, la manifestation des étudiants est brutalement réprimée par la police et les commandos de la garde présidentielle. Des militants de l'ANEB sont enlevés et torturés dans les locaux de la Sécurité présidentielle. L'un d'eux, Dabo Boukary disparaît à jamais dans ces circonstances dramatiques (UGEV-ANEB 1991). Considéré comme un martyr de la lutte syndicale, il constitue de 1990 à nos jours le symbole de l'engagement étudiant. Dans toutes les plateformes ultérieures, figure désormais la revendication adressée au pouvoir, d'indiquer le lieu où repose le corps de Dabo Boukary. L'épisode de la disparition de ce leader étudiant constitue donc un moment charnière entre deux périodes historiques relativement distinctes :

- la première est caractérisée par l'existence d'un « syndicat unique » représentant la communauté étudiante (malgré quelques tentatives de scission) face à un système politique instable (avec une alternance de politiciens civils et de militaires);
- la seconde est marquée par une éclosion d'organisations syndicales et une effervescence cyclique de la contestation étudiante et scolaire face à un pouvoir politique qui tend à s'exercer de manière monopolistique, au-delà d'une démocratisation institutionnelle apparente.

La permanence et le renouvellement du mouvement étudiant burkinabé dans le contexte des années 90

Les incidences de l'ajustement structurel et l'émergence d'un pluralisme dans la représentation syndicale étudiante

À partir de 1990, le gouvernement burkinabé négocie avec le FMI et la Banque mondiale un programme d'ajustement structurel (PAS). Le système d'enseignement est directement concerné. « En fait, ce secteur est le nœud gordien, le noyau dur du PAS au Burkina Faso » (Zagré 1994: 212). Le fonctionnement du secteur éducatif est jugé trop coûteux par les experts de ces institutions financières. Est en particulier visé, l'octroi de la bourse (37 500 F CFA par mois) à la grande majorité des étudiants. Un système de contingentement des bourses est mis en place, limitant à 500 chaque année, les nouvelles attributions. Les étudiants privés de bourses se voient proposer l'attribution d'un prêt de 125 000 F CFA par le Fonds national pour l'éducation et la recherche (FONER). Le nombre de boursiers qui était de 6123 en 1991-92 (soit environ 86% du total des étudiants) est ramené à 3045 en 1995-96 soit 35% du total des étudiants) (MESSRS 1996: 217). En parallèle, le nombre de prêts accordés par le FONER est passé de 1000 en 1993-94 à 4925 en 1999-2000.

D'autre part, on assiste à partir de 1990 à une remise en cause du monopole syndical de l'ANEB-UGEB mais qui demeure en fait relativement limitée. Un grand nombre d'organisations apparaissent dont il est parfois difficile de mesurer la représentativité, ainsi le Mouvement des étudiants non-boursiers (MONENB), le Rassemblement des étudiants non boursiers (RENBO), l'Amicale des étudiants (AMIE), et l'Union des scolaires et étudiants du Burkina (USEB). En novembre 1991, l'ANEB signe une plate-forme revendicative commune, en compagnie de six autres associations étudiantes pour s'opposer aux mesures d'ajustement, et plus particulièrement, au contingentement des bourses. C'est l'acte de naissance du Collectif des organisations démocratiques étudiantes (CODE). En 1992-93, le CODE se lance dans une action revendicative afin de faire aboutir sa plate-forme. Toutefois, cette phase d'émergence des luttes contre l'ajustement, a aussi révélé les limites de la démocratisation au sein du mouvement étudiant : l'expérience du CODE a tourné court. L'ANEB en a tiré un bilan plutôt négatif et a préféré ensuite agir seule en se référant à sa légitimité maintenue malgré les tentatives d'affaiblissement de la part du pouvoir. Le monopole n'est cependant pas total: suite à l'échec du CODE, une nouvelle organisation, la Fédération des étudiants et des scolaires burkinabés (FESBU) a tenté de déborder l'ANEB par une stratégie plus activiste. En dehors des méthodes de lutte, le clivage entre l'ANEB et d'autres organisations

s'est également cristallisé sur la question du prêt FONER dont l'ANEB a toujours refusé le principe, au contraire de ses rivales.

Une autre mobilisation importante a eu lieu en 1997 avec une grève durant plus de sept semaines qui a nécessité l'intervention du médiateur du Faso, Marc Tiémoko Garango. L'ANEB a réclamé l'abandon du système de prêt et l'octroi d'une aide de 160 000 F CFA par an pour les étudiants non boursiers. Cette grève s'est terminée par un compromis que la « base » de l'ANEB a accepté difficilement. Après cette issue du conflit où l'ANEB a eu à faire face à des accusations de « capitulation » de la part de certains étudiants, une nouvelle organisation concurrente est apparue l'Union nationale des étudiants du Faso (UNEF).

En 1998, lors des élections des représentants de facultés, les résultats ont été les suivants : 73,70% à l'ANEB ; 16,50% à l'UNEF ; 1,74% à « Lumière » (liste protestante) et 4,45% pour les candidats indépendants. Le taux de participation a été de l'ordre de 35%, ce qui dénote une certaine apathie de la participation syndicale des étudiants.

Malgré la concurrence nouvelle inhérente au pluralisme syndical lié à la « transition démocratique », l'ANEB demeure toujours l'organisation la plus populaire auprès des étudiants, ce qui s'explique par son expérience acquise au fil des générations militantes, sa régularité sur les fronts revendicatifs et aussi par sa structuration rigoureuse. En position d'outsider, l'UNEF, recrute beaucoup ses militants parmi les nouveaux étudiants et tire principalement sa force de mobilisation de la question des prêts d'étude FONER. La faiblesse du score de la liste religieuse illustre bien l'absence de confusion entre les registres des affiliations syndicales et confessionnelles.

L'intensification de la concurrence syndicale transforme souvent les rapports de forces symboliques en des rapports de forces physiques. Ainsi, en janvier 2001 on a assisté à des disputes armées entre militants ANEB et UNEF. Un responsable de l'ANEB témoigne :

Depuis 1997, jusqu'en janvier 2000 là, c'est-à-dire trois ans d'expérience d'existence de l'UNEF, chaque année au moins, ils agressent un de nos militants. A propos des mouvements spontanés, on a dit non, il ne faut pas faire comme ça. Si on veut vous frapper, on va vous frapper, vous n'êtes pas nombreux, vous n'êtes qu'une poignée (Rires).

La « correction » administrée par l'ANEB, en réponse aux agressions subies selon les propos de ses dirigeants, est destinée à réaffirmer son pouvoir censorial. C'est le moyen légitime

d'un pouvoir qui, non seulement ne se cache pas de s'exercer directement sur les corps, mais s'exalte et se renforce de ses manifestations physi-

ques, d'un pouvoir qui s'affirme comme pouvoir armé et dont les fonctions d'ordre ne sont pas entièrement dégagées des fonctions de guerre ; d'un pouvoir qui fait valoir les règles et les obligations comme des liens personnels dont une rupture constitue une offense et appelle une vengeance ... (Foucault 1985).

Dernière illustration de son rôle avant-gardiste, le mouvement étudiant se radicalise une fois de plus sur le front politique à la faveur de l'émotion provoquée par la mort du journaliste Norbert Zongo le 13 décembre 1998. À l'appel spontané d'un groupe d'étudiants, le 15 décembre, un cortège formé sur le campus est venu prendre d'assaut le siège du parti au pouvoir. À la suite de cette manifestation violente, s'amorce un processus de contestation de masse sous la direction du Collectif des organisations démocratiques de masses et de parti politiques (CODMPP) qui conduit le pouvoir à concéder la mise en place d'une commission d'enquête indépendante. Cette dernière remet un rapport au mois de mai, dans lequel elle établit qu'il s'est agi d'un attentat et non d'un accident de la circulation et que des « suspects sérieux » figurent parmi des éléments de la Garde présidentielle. À nouveau, on assiste à une effervescence chez les étudiants et les scolaires durant les jours qui suivent la parution du rapport, avec des violences à l'encontre des représentants de l'État.

En 1999-2000, a lieu une nouvelle longue grève des étudiants se situant à la fois dans le prolongement de ce cycle de contestation politique et comme un nouvel épisode des mobilisations contre la politique de contingentement des bourses. La riposte autoritaire du pouvoir est alors inédite: dissolution des facultés et 'refondation' de l'Université, ce qui entraîne un nouveau conflit cette fois-ci avec les universitaires, qui perçoivent cet acte comme une provocation destinée à museler l'institution en tant que foyer de contestation du pouvoir en place (Bianchini in Akam & Ducasse 2002).

Le mouvement étudiant depuis la « refondation » de l'Université de Ouagadougou

Au cours des premières années ayant suivi la « refondation », l'actualité syndicale s'est caractérisée par une accalmie relative tant la débauche d'énergie et la nouvelle expérience de lutte tempèrent les ardeurs militantes. Aussi, les opinions restent-elles contrastées quant au dénouement de la lutte: si certains saluent la fermeté de la position de l'ANEB, d'autres par contre condamnent ce qu'ils appellent un « jusqu'au-boutisme ». Toujours est-il que ce temps de pause a été essentiellement marqué par des luttes sectorielles au niveau des UFR et par une permanence de la vie des structures syndicales estudiantines. De plus, chaque association s'emploie à faire vivre ses structures internes à travers la tenue des assemblées générales, congrès, conseils syndicaux et séminaires de forma-

tion de ses militants. Si cette vitalité organisationnelle est insoutenable pour l'UNEF (Union nationale des étudiants du Faso), le MEFA (Mouvement des étudiants du Faso) l'UNARES (Union nationale pour la renaissance estudiantine et scolaire) et l'UESB (Union des élèves et scolaires du Burkina), l'ANEB tout comme l'UGEB dont elle fait partie, se distinguent positivement par la tenue régulière de leurs instances. En effet, après 47 ans d'existence l'UGEB a tenu en août 2007 son 23^{ème} congrès ordinaire, soit un congrès tous les 2 ans. Avec l'ouverture des universités à Bobo Dioulasso et à Koudougou, on a enregistré la naissance de sections régionales des syndicats parmi lesquels l'ANEB apparaît toujours en véritable accapareuse de la représentation et de la visibilité en termes de luttes. Au cours de la période 2002-2007, hormis les contestations annuelles plus ou moins timides dont les points d'achoppements sont toujours l'amélioration des conditions matérielles et morales et l'installation d'une police spéciale des universités (PSU), il y a eu deux mouvements significatifs dont ceux de 2002 et de 2007 autour des plates-formes revendicatives sensiblement similaires. Si en 2002, le mouvement de grève a été relativement bref, en 2007, les grèves qui se sont déroulées entre les mois de février et mai se sont soldées par près de trois semaines d'arrêt des activités académiques. Des assemblées générales, des sit-in, une impressionnante marche sur la présidence de l'université se sont succédé pour exiger la satisfaction de la plate-forme revendicative. Au regard de l'évolution du mouvement et l'insuccès du dialogue entre protagonistes, on a pu voir le spectre de l'année invalidée. Cette situation a contraint le gouvernement à accélérer les négociations et à lâcher du lest. Le conseil des ministres du 16 mai 2007 a ainsi décidé, en autres décisions, de l'ouverture d'une université dénommée Ouaga II dans le quartier Kossodo dès la rentrée 2007-2008, l'augmentation du taux de l'aide de 130 000 francs CFA à 150 000 francs CFA, le doublement du nombre de bourses qui passe de 500 (depuis 1992) à 1000 par an, la revalorisation de la bourse de 8%, etc. Ces différentes luttes furent conduites par l'ANEB et permirent d'isoler les autres syndicats qui ne sont visibles qu'à quelques occasions (contre-déclarations et timides contre-meetings à ceux de l'ANEB) et qui passent d'ailleurs dans l'opinion étudiante comme des opportunistes proches du pouvoir. Les sections syndicales de l'ANEB bien que relativement moins expérimentées comme celle de Koudougou sont aussi actives. Outre les revendications communes d'ordre matérielles, elles se battent surtout autour de questions académiques comme le système d'évaluation jugé très sélectif et une meilleure planification des activités académiques.

Si cette stratégie autoritaire de 'pacification' semble avoir provisoirement réussi notamment en ce qui concerne les universitaires où le contre-pouvoir syndical du SYNTER a connu un recul, il demeure que sur l'ensemble de la période considérée (depuis 1990), la dynamique des mobilisations étudiantes ne semble

pas vraiment faiblir. La perspective d'un déclin historique du mouvement étudiant n'est donc pas vraiment à l'ordre du jour. Même si sur le plan idéologique, la période n'est pas aussi « rougeoyante » que dans les décennies 70 et 80. Il reste donc à éclairer les raisons de la pérennisation de cet activisme étudiant au fil des générations.

Deuxième partie: La signification sociologique de la permanence historique du mouvement étudiant

Une des particularités du mouvement étudiant burkinabé c'est sa permanence. Contrairement à la situation qui prévaut dans d'autres pays, depuis près d'un demi-siècle, c'est la même organisation (l'UGEV devenue l'UGEB) qui constitue le cadre de mobilisation des étudiants. C'est pourquoi on doit aussi envisager des explications plus « structuralistes » de cet enracinement des mobilisations.

Les déterminismes sociaux de l'engagement militant

Le discours ordinaire sur les étudiants comporte souvent des images sociales contradictoires : soit les étudiants sont présentés comme des privilégiés qui ont les moyens de revendiquer des droits dont ne bénéficie pas la grande masse de la population, soit ils apparaissent désormais comme une catégorie prolétarisée, ce qui expliquerait leur activisme. Pour répondre à cette question récurrente, il est alors nécessaire de dépasser ces visions trop généralisatrices pour saisir les propriétés sociales distinctives des étudiants engagés dans le militantisme étudiant.

Or à l'inverse de certaines idées reçues, lorsque l'on compare l'origine sociale des militants syndicaux à celle de l'ensemble des étudiants, on constate que les étudiants sont d'autant plus enclins à s'engager dans l'action syndicale qu'ils sont d'origine rurale et modeste.

Le tableau 1 issu de deux échantillons d'étudiants de la faculté de médecine et de celle de lettres – même s'il porte sur un effectif réduit – semble assez significatif du fait des écarts importants qui apparaissent, notamment entre le taux d'adhésion des enfants de cultivateurs et de ceux de fonctionnaires. De même, c'est à la faculté de lettres (30 sur 40) que le taux de participation au syndicalisme est le plus élevé comparativement à celui de médecine (14 sur 40), où le recrutement social est plus élevé.

Tableau 1: L'adhésion syndicale des étudiants suivant l'origine sociale

Catégorie socio-professionnelle	Effectifs totaux	Effectifs d'adhérents
Commerçants	15	7
Fonctionnaires	24	8
Ouvriers	9	5
Cultivateurs	18	15
Retraités	14	9
Total	80	44

Source: Korbéogo (1999: 42-43).

Tableau 2: L'adhésion syndicale des étudiants suivant la filière de formation et l'origine sociale

Catégorie socio-professionnelle	Facultés des sciences de la santé (FSS)	Faculté des lettres arts sciences humaines et sociales (FLASHS)
Commerçants	15	7
Commerçants	9	6
Fonctionnaires	17	7
Ouvriers	3	6
Cultivateurs	5	13
Retraités	6	8
Total	40	40

Source: Korbéogo (1999: 36-37).

Cette origine sociale populaire se caractérise par la faiblesse des revenus; et l'une des stratégies de conjuration de cette indigence originelle qui s'offre à eux, est l'investissement conjoncturel dans certaines activités rémunératrices. Mais cette stratégie n'est pas exclusive et coexiste avec la participation aux mouvements collectifs. L'inventivité lexicale propre aux étudiants nous montre que les clivages sociaux ne sont pas ignorés par les étudiants: ainsi le terme

péjoratif de ‘gâteaux’ est parfois utilisé pour désigner les étudiants issus de milieux aisés ou proches du parti au pouvoir, peu enclins à s’engager dans des actions revendicatives.

Outre les effets mobilisateurs de la précarité, l’engagement étudiant s’explique aussi par les dispositions acquises dans la socialisation antérieure. Il peut s’agir de la socialisation primaire dans le cadre familial mais aussi dans le cadre du milieu scolaire.

Sur un plan religieux, la population étudiante est historiquement marquée par une surreprésentation des catholiques, liée au rôle majeur de l’Eglise catholique dans la production de l’élite voltaïque durant la période coloniale. Cependant, de nos jours, à l’Université, se retrouvent des étudiants de toutes origines confessionnelles, lesquelles semblent influencer de façon différentielle sur la propension au militantisme syndical.

En effet, nos observations montrent que les étudiants chrétiens sont les plus activistes dans les organisations suivies des étudiants ‘animistes’ et enfin des étudiants musulmans. L’avance syndicale des étudiants chrétiens est liée à la spécificité des procédures de socialisation religieuse. Cette souplesse dans l’inculcation des normes libère les aptitudes créatrices des croyants. De même, les conversions religieuses juvéniles qui s’opèrent par le truchement de mouvements, tels que les « Cœurs Vaillants et Ames Vaillantes », la Jeunesse étudiante catholique, le scoutisme, permettent à l’enfant d’acquérir des expériences culturelles convertibles dans l’espace syndical étudiant. Toutefois, l’influence religieuse sur les représentations et les pratiques syndicales diverge selon l’ancrage social et le niveau de pratique des religions. Cette précision interdit toute extrapolation de notre analyse, et l’expérience syndicale dans des universités de pays fortement islamisés comme le Nigeria, le Niger, l’Algérie, etc. conforte cette invitation à la contextualisation de nos résultats d’enquêtes.

Les confessions religieuses peuvent ainsi être analysées comme des « organisations symboliques », c’est-à-dire des systèmes de représentations, d’attitudes, de normes, à forte charge affective, en fonction desquelles se structurent des perceptions, des valorisations, convictions et conduites qui informent les pratiques quotidiennes des acteurs. Autrement dit, l’influence des rationalisations religieuses sur les comportements syndicaux est à prendre en compte. Ainsi, certains attributs religieux comme la fidélité, la solidarité interactive et le maintien de l’harmonie interne peuvent être des dispositions transférables pour constituer des habitus de militants syndicaux.

D’autre part, l’influence de la socialisation antérieure s’observe en fonction de la provenance géographique des étudiants. On doit ici distinguer trois groupes: les étudiants de la diaspora burkinabé, les ruraux et les citadins.

Les étudiants burkinabés, nés à l'étranger, en Côte d'Ivoire, que l'on appelle ordinairement les « diaspos » ont souvent donné l'image d'une certaine radicalité dans les modes d'action. L'éloignement du milieu d'origine, accentué par les difficultés d'adaptation au nouveau contexte social les placent en situation d'« anomie » relative. Ils peuvent rechercher des réponses à cette situation anémique à travers l'engagement syndical. Le stock d'expériences reçues au cours des luttes scolaires à l'étranger génère aussi des dispositions pratiques militantes. C'est ce que soutient un responsable syndical qui est par ailleurs un « diaspo » :

Ils ont une appréhension beaucoup plus âpre pour la lutte. Ils sont prêts effectivement à des actions spectaculaires. Cela est dû simplement au fait que la Côte d'Ivoire en particulier a connu ces dernières années-là une grande intensité de la lutte estudiantine et scolaire. Beaucoup d'élèves ont participé à des hautes luttes là-bas. Et lorsque les gens viennent effectivement, on constate que l'esprit d'éveil est assez important par rapport à ici.

Les « ruraux » ou « provinciaux », provenant de milieux populaires, sont confrontés à l'individualisme citadin, destructeur de certaines formes de solidarité collective. En plus des désavantages sociaux, ces deux catégories d'étudiants sont victimes de déséquilibres dans l'attribution des bourses et dans l'orientation dans les filières les moins prestigieuses socialement. Par contre les « citadins » sont généralement issus de milieux sociaux favorisés, et bénéficient de formations scolaires héritées et légitimes. L'appartenance à ces positions sociales supérieures explique la désaffection de beaucoup de citadins par rapport au syndicalisme étudiant. C'est, en substance, le motif du schisme qui conduit les non-syndiqués citadins à produire des rationalités qui ne collent pas aux logiques syndicales.

Enfin, on doit évoquer la sous-représentation des filles au sein de ce militantisme syndical. Sur le plan des causes immédiates, on peut invoquer la crainte suscitée par la répression policière et les effets de l'autorité familiale. Une responsable syndicale témoigne :

C'est dans toutes les activités hein ! Les filles ont peur. C'est la pesanteur sociale et tout. Et puis qu'est ce que les gens vont penser d'une fille qui est tout le temps devant les hommes. Mais en grande partie c'est la famille

Le manque d'intérêt apparent des filles s'explique également par certains avantages dont elles bénéficient. Elles seraient moins sollicitées par la demande économique familiale, et ont des possibilités de recours nées des formes de conjugalité

dans lesquelles elles sont engagées (relations de copinage, fiançailles, mariages, etc.)

En tout cas, cette 'violence symbolique' qui tient les étudiantes en retrait de l'engagement militant, n'est guère prise en considération par les cadres syndicaux, ou en tout cas ne suscite pas une réflexion et des actions spécifiques pour favoriser la participation féminine.

La (ré)invention du politique en milieu étudiant

Toujours sur le plan des propriétés sociales qui sont constitutives des clivages internes au milieu du syndicalisme étudiant, on peut opposer la figure de l'« élite » des dirigeants à celle des adhérents de la « base ». Les premiers se signalent par l'ancienneté dans l'organisation et le niveau d'étude. Ces caractéristiques sont le gage d'une expérience acquise sur le plan de la maîtrise d'un savoir-faire organisationnel, comme le montrent des itinéraires individuels où l'occupation de postes de responsabilités a souvent débuté avant l'Université, dans des organisations de jeunesse. En outre, leur situation dans le cursus des études (en fin de deuxième cycle voire de troisième cycle) est le signe de la probabilité d'une insertion socio-professionnelle, de type méritocratique. Le leadership de l'organisation repose ainsi sur des individus, qui, du fait de la position occupée et des dispositions acquises, sont mieux armés pour résister aux éventuelles sollicitations matérielles, auxquelles il faut s'attendre, de la part de l'adversaire, pour acheter la reddition du collectif étudiant.

La base qui constitue le « cœur » du mouvement est conditionnée par l'éthique corporatiste. Cette 'masse étudiante' qui ressemble à une « foule solitaire » est pourtant composée par des segments dont les intérêts sont parfois divergents. Les nouveaux « clients » des facultés (1^{re} et 2^e années) sont les plus engagés à cause de la relative précarité de leur position dans la configuration scolaire et syndicale. On y rencontre aussi des « cartouchards »² en situation transitoire de 'déclassement scolaire' qui espèrent se légitimer de nouveau à travers l'action revendicative.

Les procédures d'arbitrage des oppositions d'opinions entre une élite 'légaliste' et une base 'frénétique' suppose un recours aux règlements de l'organisation, dont la flexibilité des usages sociaux est source de légitimation. Les procédures de prises de décisions représentent des procès de marchandage entre des logiques antagonistes. La gestion de la parole lors des rencontres syndicales révèle les conflits interpersonnels ou collectifs pour la production du discours légitime. La libération de la parole dans le cadre des structures du mouvement étudiant a pour objectif d'éviter ce déchirement. On peut parler ici d'une stratégie de fabrication du consensus. De façon complémentaire, le réseau d'informa-

tions constitué par les canaux interpersonnels, les tracts, les passages des délégués dans les amphithéâtres, les rencontres d'information, constitue un enjeu majeur du jeu syndical. L'élaboration des plates-formes revendicatives, moyen de collectivisation des intérêts étudiants, est au fondement des luttes syndicales. Les assemblées générales, les meetings, les marches, les congrès et séminaires de formation syndicale sont autant d'occasions où se cristallisent les affiliations syndicales.

C'est ainsi que le mouvement étudiant burkinabé opère comme un puissant dispositif de socialisation politique où se perpétuent certains clivages majeurs (entre gouvernement en place et opposition intellectuelle, et éventuellement entre forces politiques d'opposition en filigrane du mouvement étudiant) tandis que d'autres se trouvent subsumés (les clivages ethno-régionalistes notamment).

Les effets politiques à long terme du mouvement étudiant : l'émergence de contre-pouvoirs

Le débat public consécutif à l'affaire Zongo, véritable moment traumatique de cette histoire politique récente, a fait incidemment surgir la question du rôle historique du mouvement étudiant burkinabé et a révélé des clivages politico-générationnels significatifs. Dans le rapport de la « Commission des sages », nommée suite à la Commission d'enquête indépendante sur l'assassinat de Norbert Zongo, pour faire la lumière sur les 'crimes impunis' commis depuis 1960, le mouvement étudiant figure au détour d'une page en position d'accusé :

En effet, la majeure partie de la classe politique dirigeante de notre pays, toutes tendances confondues, est issue du militantisme étudiant de la Fédération des étudiants d'Afrique noire (FEANF) et de ses démembrements. Cette génération notamment celle issue de l'éclatement de l'Union générale des étudiants voltaïques (UGEV) est marquée par une culture politique de guerre froide faite de radicalisme, d'exclusion et de lutte des classes à outrance sur le plan intérieur et, par le partage du monde en révolutionnaires amis du peuple et en capitalistes réactionnaires ennemis du peuple.

Devenus leaders politiques, les étudiants d'hier n'ont pas su effectuer la mutation nécessaire pour devenir des hommes d'État, tant et si bien que des valeurs telles que le patriotisme, l'humanisme et le respect de la vie humaine, la morale, les us et coutumes qu'incarnait l'ancienne génération de politiciens, ont cédé la place à la violence politique avec les assassinats, les disparitions, le vandalisme, les tortures et les autres actes répréhensibles comme la corruption, les détournements, etc. (« Rapport du Collège des Sages », *Le Pays*, édition spéciale, 3 août, 1999 : 3).

Comme une réponse à ce jugement sans appel, un colloque a eu lieu en mars 2001 pour commémorer, avec un peu de retard, le quarantième anniversaire de la création de l'UGEV. Se sont ainsi retrouvées la plupart des anciennes figures du mouvement étudiant des années 60 à nos jours, parmi lesquelles un nombre significatif de dirigeants de syndicats de salariés et d'autres organisations de la « société civile ».

C'est en effet de l'UGEV, que sont issues la plupart des organisations syndicales venues déborder par leur radicalisme, celles nées sous la période coloniale. Cela a d'abord été le cas avec la création du Syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale (SYNTSHA) en 1965, le Syndicat unique voltaïque de l'enseignement secondaire et supérieur (SUVESS) en 1972, puis avec la constitution de la Confédération syndicale voltaïque (CSV). Après cette première vague qui correspondait à l'entrée dans l'arène syndicale de la génération étudiante du PAI, on a assisté avec l'irruption de groupes marxistes-léninistes, en particulier le PCRV en 1978, à une nouvelle dynamique syndicale. Celle-ci s'est en particulier constituée autour de la création du Syndicat des travailleurs de l'enseignement et de la recherche (SYNTER) en 1981. Ensuite à partir de l'opposition au CNR au sein d'un Front syndical, s'est constituée un nouveau pôle syndical avec la Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B). Dans les années 90, c'est cette dernière qui incarne la résistance à l'ajustement structurel et au monopole politique de facto, que continue d'exercer l'équipe au pouvoir malgré les apparences de démocratisation.

Au cours de cette même décennie 90, s'ouvre un nouveau terrain de prédilection pour les militants issus du syndicalisme étudiant, celui des droits de l'homme. La création et l'implantation du Mouvement burkinabé des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP), dominé par la figure de Halidou Ouédraogo, qui a également joué un rôle moteur au sein de l'Union interafricaine des droits de l'Homme (UIDH), symbolise la réussite de cette stratégie de 'reconversion' militante.

Un autre domaine où s'est affirmé un contre-pouvoir significatif est la presse avec le rôle tribunitien de *L'Indépendant* l'hebdomadaire fondé par Norbert Zongo. Lui-même, par son parcours (élève, instituteur, étudiant, puis journaliste et romancier) incarnait de manière idéaltypique la posture contre-hégémonique et avant-gardiste souvent adoptée par le mouvement étudiant. Au cours d'une table ronde organisée avec les étudiants, il revendiquait ainsi pour la presse, « le rôle de faiseur d'opinions, c'est-à-dire pour pouvoir aider le peuple qui est là à avoir une opinion sur les leaders qu'il s'est choisis. » (*L'Étudiant burkinabé*, 17, mars 1994: 10).

Dans le cas du Burkina Faso, comme l'illustre tragiquement le cas de Norbert Zongo assassiné le 13 décembre 1998, la violence politique persistante au-delà de la fin des régimes d'exception a contribué à maintenir de façon claire, la ligne de démarcation séparant la classe dirigeante et les contre-pouvoirs de la « société civile ». Ces derniers peuvent être perçus comme autant de concrétisations de la critique multiforme de l'arbitraire du pouvoir politique interne et des ingérences de la part de puissances étrangères, formulée depuis des décennies par le syndicalisme étudiant. Par ailleurs, sur les individus à la tête d'organisations moins critiques à l'encontre du régime en place, qualifiés de « dialogueurs » pèse souvent le soupçon d'une inféodation secrète au système de pouvoir en place. Mais, à l'inverse, pour leurs détracteurs, ce conglomerat d'organisations issues historiquement du syndicalisme étudiant, n'est qu'un dispositif instrumental s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie menée par un état-major clandestin (le PCRV) qui avance masqué en utilisant les 'organisations de masse' ou celles de la « société civile » comme autant de faux-nez.

Conclusion

Ainsi, jusqu'à nos jours, en raison de l'importance des enjeux qu'elle implique, l'histoire socio-politique du mouvement burkinabé demeure encore un objet de connaissance problématique. Néanmoins, malgré les difficultés d'une appréhension objective du fait de la réactivation persistante de tels enjeux historiques, il est possible de cerner ce qui fait la singularité de cette trajectoire collective.

D'une part, le terrain voltaïque a été particulièrement favorable au développement et à l'enracinement d'une tradition syndicale étudiante. On peut insister sur cette référence au syndicalisme dans la mesure où elle révèle un véritable travail d'institutionnalisation, construite autour de relations d'interdépendance avec le syndicalisme de salariés ce qui lui confère une puissante légitimité historique. En amont, cette trajectoire historique peut aussi s'expliquer par des facteurs permissifs à la fois internes – la faiblesse politique de la classe dirigeante au moment de la création de l'État voltaïque – et externes – la faible valorisation stratégique de ce territoire dans le dispositif colonial puis néo-colonial du côté français.

D'autre part, derrière la permanence organisationnelle, on a assisté à des évolutions importantes liées au contexte idéologique ainsi qu'à l'évolution du statut des étudiants. Si, dans un premier temps jusqu'aux années 80, on peut établir une corrélation évidente entre l'intérêt positionnel des étudiants en tant que 'bureaucrates potentiels' (« would-be-bureaucrats ») face à la 'bourgeoisie bureaucratique' en place, et la logique de radicalisation politique allant du MLN au PCRV (Sanou 1981 : 94), ceci n'est plus le cas à partir de la parenthèse

révolutionnaire. Celle-ci a hypostasié les clivages issus de cette période 'idéologique' des années 70. Néanmoins, malgré l'hypothèque militaire durant les régimes d'exception des années 80, le militantisme étudiant « contre-hégémonique » a survécu. Dans les années 90, il a retrouvé une nouvelle dynamique autour de la défense du statut d'étudiant boursier, que le projet d'ajustement structurel s'emploie toujours à faire disparaître. C'est pourquoi l'opposition entre une période contemporaine 'corporatiste' et celle « idéologique » des années 60-70, n'est pas si évidente puisque les aspects politico-idéologiques sont toujours présents durant cette décennie 90, du début – avec le débat sur la démocratisation des institutions – à la fin – avec la thématique de « l'impunité » au sujet de la violence politique exercée par le régime à l'encontre de membres de l'opposition ou de la « société civile ». Le Burkina Faso, même s'il a évité jusqu'ici le niveau de violence politique de certains pays voisins en proie à la guerre civile, ne connaît donc pas pour autant une arène socio-politique pacifiée dans le cadre d'une transition démocratique consolidée.

Dans un contexte structurellement inchangé, il faut s'attendre à ce que l'action oppositionnelle des étudiants continue à s'exercer. D'hier à aujourd'hui, l'efficacité des mobilisations étudiantes découle justement d'une combinaison de revendications spécifiques à la condition étudiante et d'aspirations plus globales concernant le jeu politique, pour lequel le rôle du mouvement étudiant en tant qu'espace de socialisation, est bien connu des acteurs en présence. En fin de compte, l'état actuel du mouvement étudiant, largement dominé par l'organisation historique des étudiants, est un véritable révélateur de l'enracinement de l'attitude « contre-hégémonique » parmi les couches intellectuelles scolarisées, et, a contrario, de la superficialité de la démocratisation des institutions de la IVe République dont les leviers du pouvoir sont en réalité monopolisés par la même faction politico-militaire depuis une vingtaine d'années.

Notes

- 1 Cette expression a été utilisée et explicitée dans des travaux antérieurs (Bianchini 2002, in Diop).
- 2 Un « cartouchardé est un étudiant qui, ayant redoublé l'année précédente, est condamné à réussir ses examens de fin d'année.

Liste des sigles

AEVF	Association des étudiants voltaïques en France
AEVO	Association des étudiants voltaïques de Ouagadougou
AEVT	Association des étudiants voltaïques au Togo
ANEB	Association nationale des étudiants du Burkina
CDP	Congrès pour la démocratie et le progrès
CDR	Comité de défense de la révolution
CNR	Conseil national de la révolution

CR	Comité révolutionnaire
CENOU	Centre national des œuvres universitaires
CMRPN	Comité militaire de redressement pour le progrès national
CSP	Comité de salut du peuple
CODE	Collectif des organisations démocratiques des étudiants
CODMPP	Collectif des organisations démocratiques de masses et de partis politiques
FESBU	Fédération estudiantine et scolaire du Burkina
FONER	Fonds national pour l'éducation et la recherche
FEANF	Fédération des étudiants d'Afrique noire
MEFA	Mouvement des étudiants du Faso
MLN	Mouvement de libération nationale
M21	Mouvement du 21 juin (UGEV)
MONENB	Mouvement national des étudiants non boursiers
OCV	Organisation communiste voltaïque
ODP –MT	Organisation démocratique et populaire – Mouvement du travail
PAI	Parti africain pour l'indépendance
PCRV	Parti communiste révolutionnaire voltaïque
RENBO	Rassemblement des étudiants non boursiers
SYNTER	Syndicat national des travailleurs de l'enseignement et de la recherche
UGEB	Union générale des étudiants du Burkina
UGEV	Union générale des étudiants voltaïques
ULC	Union de luttes communistes
UNEF	Union nationale des étudiants du Faso

Références

- Balima, A. S., 1969, *Genèse de la Haute-Volta*, Ouagadougou : Presses Africaines.
- Bianchini, P., 1997, Crises de la scolarisation, mouvements sociaux et réformes des systèmes d'enseignement en Afrique noire. Le cas du Sénégal et du Burkina Faso', thèse pour le doctorat de sociologie, Paris VII.
- Bianchini, P., 2002, « La refondation de l'Université de Ouagadougou. Une mise en perspective », in Akam, N. et Ducasse, R., 2002, *Quelle Université pour l'Afrique?* Bordeaux : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.
- Bianchini, P., 2002, « Le mouvement étudiant sénégalais. Un essai d'interprétation » in : Diop M. C., *La Société Sénégalaise entre le Local et le Global*, Paris : Karthala.
- Bianchini, P., 2004, *École et Politique en Afrique Noire. Sociologie des Crises et des Réformes du Système d'Enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1960-2000)*, Paris : Karthala.
- Diané C., 1990, *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical noir*, Paris : Afrique Contemporaine.

- Foucault, M., 1985, *Surveiller et Punir*, Paris : Gallimard.
- Guissou, B., 1995, *Burkina Faso. Un Espoir en Afrique*, Paris : L'Harmattan.
- Korbéogo, G., 1999, Logiques sociales et Participation à l'espace syndical à l'Université de Ouagadougou, Université de Ouagadougou, Mémoire de Maîtrise de Sociologie.
- L'Étudiant burkinabé*, 17, mars 1994.
- Le Pays*, édition spéciale, 3 août, 1999, p. 3.
- Martens, L., 1989, *Sankara, Compaoré et la Révolution Burkinabé*, Bruxelles : EPO.
- Ministère des Enseignements secondaire et supérieur (MESSRS), 1996, Division des études et de la planification (DEP), Bulletin des statistiques scolaires et universitaires 1995-96.
- Pajot, F., 2007, *Joseph Ki-Zerbo. Itinéraire d'un intellectuel africain au XXe siècle*, Paris : L'Harmattan
- Sanou F., 1981, African Universities in Search of their Identities. The Study of the Culture of Careerism at the University of Ouagadougou (Upper Volta), Philosophy Doctorate, Graduate School, University of Southern California,
- Sanwidi, H., 1981, Les partis politiques en Haute Volta, thèse de droit public, Poitiers.
- Sissao C., « L'Association des étudiants burkinabé en France (AEVF) : 1960-1990 » in: D'Almeida-Topor, H.; Coquery-Vidrovitch, C.; Goerg, O. et Guitard, F., 1992, *Les Jeunes et la Ville. La Politique et la Ville*, tome II, Paris: L'Harmattan.
- Somé, V., 1990, *Thomas Sankara, l'Espoir assassiné*, Paris : L'Harmattan.
- Talrou, A. A., 2001, « Souvenirs de la FEANF », *Hakili*, 0, pp. 21-22.
- Touré, A. A., 2001, *Une Vie de Militant. Ma Lutte du Collège à la Révolution de Thomas Sankara*, Bamako : Hamaria.
- Touré, D., 1998, « Éléments de réflexion sur l'expérience de la lutte pour la création du Synter et sa contribution à la mise en place du front syndical, préfiguration de la CGT-B sous les régimes d'exception notamment le CNR », *Le Travail*, 33, pp. 3-6.
- Traoré, S., 1985, *La Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF)*, Paris : L'Harmattan.
- Zagré, P., 1994, *Les Politiques économiques du Burkina Faso. Une tradition d'auto-ajustement structurel*, Paris : Karthala.